



NATO
+
OTAN

Afghanistan



briefing



Étendre
la sécurité



Contribuer
à la gouvernance,
à la reconstruction et
au développement



Contribuer à sécuriser l'avenir de l'Afghanistan

Les Alliés sont unis dans leur détermination à maintenir la force dirigée par l'OTAN dans le pays aussi longtemps que le gouvernement afghan le jugera nécessaire

Dans le cadre des vastes efforts déployés par la communauté internationale, les forces dirigées par l'OTAN œuvrent en vue de contribuer à sécuriser l'avenir de l'Afghanistan et à empêcher que ce pays ne serve une nouvelle fois de base à des terroristes. L'Afghanistan est en première ligne dans la lutte contre le terrorisme et contre d'autres menaces pesant sur des valeurs universellement reconnues. Il existe un lien direct entre la sécurité de ce pays et celle des États membres de l'OTAN.

La Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), dirigée par l'OTAN, opère sous mandat des Nations Unies et à la demande du gouvernement de la République islamique d'Afghanistan.

Il s'agit d'une force multinationale composée de militaires originaires de

40 pays, dont les 26 pays membres de l'OTAN. Elle aide le gouvernement afghan à étendre son autorité dans l'ensemble du pays et à instaurer un environnement stable et sécurisé dans lequel une reconstruction, un développement et une bonne gouvernance durables soient possibles. ►



Étendre la sécurité

La FIAS a progressivement étendu sa présence à l'ensemble du pays. L'OTAN et la FIAS s'emploient par ailleurs à développer la capacité de l'Afghanistan à assurer lui-même sa sécurité.

Depuis que l'OTAN a pris le commandement de la FIAS, en 2003, celle-ci a étendu sa présence à l'ensemble de l'Afghanistan selon une approche progressive, jusqu'en 2006 (voir également « Un bref historique de la FIAS » en quatrième de couverture).

L'un des objectifs principaux des opérations de la FIAS est de créer des conditions de sécurité dans lesquelles une reconstruction, un développement et une bonne gouvernance durables seront possibles à l'échelle du pays.

Cet aspect est bien illustré par l'opération *Achilles*, menée depuis mars 2007 dans le nord de la province de Helmand à la demande du gouvernement afghan et conjointement avec les forces afghanes. L'objectif principal de cette opération est de sécuriser les environs du barrage de Kajaki. Il s'agit d'une initiative à long terme et d'une entreprise de grande envergure. Une fois remis en état, le barrage permettra d'améliorer l'approvisionnement en eau des communes avoisinantes, de rétablir les systèmes d'irrigation des terres cultivées et de fournir de l'électricité à deux millions d'habitants ainsi qu'au secteur du commerce et de l'industrie. Cette

zone a subi plusieurs attaques des talibans visant à interrompre le projet de reconstruction. Au printemps et à l'été 2007, d'énormes progrès ont été réalisés dans la sécurisation et la stabilisation de la région. Le centre du district de Sangin est désormais placé sous le contrôle du gouvernement afghan, le bazar est à nouveau en activité et une nouvelle école et un nouveau poste de police ont été construits.

Les opérations de sécurisation et de stabilisation de la FIAS sont menées en coopération avec les forces de sécurité afghanes. À mesure que les effectifs et les capacités s'accroissent, l'armée nationale afghane est de plus en plus apte à assumer la direction de ces opérations (pour plus d'informations, voir le chapitre intitulé « Donner aux forces de sécurité afghanes les moyens d'agir », à la page 4).

Pour étendre la sécurité en Afghanistan, il est nécessaire de renforcer la sécurité à ses frontières. C'est pourquoi la FIAS travaille en étroite coopération avec le Pakistan, pays voisin de l'Afghanistan qui a un rôle crucial à jouer dans la lutte contre le terrorisme. La coopération pratique entre les

Les opérations de sécurisation et de stabilisation de la FIAS sont menées en coopération avec les forces de sécurité afghanes

Le commandement de la FIAS

Le Conseil de l'Atlantique Nord est le principal organe décisionnel de l'Alliance. Il assure la coordination globale de la FIAS et lui fournit des orientations politiques, en étroite concertation avec les pays non OTAN fournisseurs de troupes.

À partir des orientations politiques données par le Conseil de l'Atlantique Nord, le commandement et le contrôle stratégiques globaux de la FIAS sont exercés par le Commandement allié Opérations, basé au Grand Quartier général des puissances alliées en Europe (SHAPE), à Mons (Belgique). Une cellule de coordination internationale située au SHAPE facilite la coordination militaire avec les pays non OTAN contributeurs de troupes.

Le commandement de forces interarmées de Brunssum (Pays-Bas), qui relève du SHAPE, est responsable de la dotation en personnel, du déploiement et du soutien de la mission. Il joue le rôle de quartier général à l'échelon opérationnel entre le QG de la FIAS à Kaboul et le commandement stratégique au SHAPE. Grâce à cette capacité de « recours aux moyens de l'arrière », le commandant de la FIAS en Afghanistan peut faire appel à un vaste pool de compétences et de moyens spécialisés dans des domaines comme la planification stratégique sans avoir à les déployer en Afghanistan. ■

militaires s'effectue par l'intermédiaire d'une commission tripartite composée de responsables militaires de haut niveau de l'Afghanistan, du Pakistan et de la FIAS.

Des progrès considérables ont été accomplis. Soixante pour cent du pays sont considérés comme stables, le nord, l'ouest et les environs de la capitale connaissant un calme relatif depuis bien plus d'un an. Aujourd'hui, le défi le plus important sur le plan de la sécurité se situe dans les provinces de Helmand, Uruzgan et Kandahar, dans le sud du pays, où les affrontements avec les insurgés talibans se sont multipliés à mesure que la FIAS a étendu ses opérations à de nouvelles zones. Cependant, ces insurgés enregistrent régulièrement des défaites lorsqu'ils tentent de se mesurer à la FIAS et aux forces afghanes. Ces revers ont contraint les extrémistes talibans à changer de stratégie et à se livrer de plus en plus à des activités terroristes. Cependant, d'octobre 2006

à la fin de 2007, soixante-dix pour cent de ces actes terroristes se sont toutefois produits dans dix pour cent des 398 districts que compte l'Afghanistan, où vit moins de six pour cent de la population afghane.

Parmi les autres tâches réalisées par la FIAS en faveur de la sécurité figure l'aide apportée au gouvernement afghan dans le cadre du retrait des armes lourdes appartenant à diverses factions armées à travers le pays et de leur cantonnement dans des sites spécifiques contrôlés par le gouvernement. En outre, la FIAS a contribué au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration d'anciens combattants, et elle a aidé le gouvernement afghan à désarmer les groupes illégalement armés.

Donner aux forces de sécurité afghanes les moyens d'agir

Pour permettre à l'Afghanistan d'assurer son autonomie, il est indispensable de constituer une Armée nationale

La FIAS : une initiative multinationale

En avril 2008, 40 pays du monde entier – parmi lesquels les 26 pays membres de l'OTAN – fournissaient des troupes à la FIAS.

Parmi les pays non membres fournisseurs de troupes figurent des pays adhérant au Partenariat pour la paix de l'OTAN : l'Albanie, l'Autriche, l'Azerbaïdjan, la Croatie, la Finlande, la Géorgie, l'Irlande, l'ex-République yougoslave de Macédoine*, la Suède, et l'Ukraine.

La Jordanie, qui participe au Dialogue méditerranéen de l'OTAN, contribue également à la mission.

Des pays plus éloignés fournissent également des troupes, comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande et Singapour. Ces pays font partie de ce que l'on appelle généralement les « pays de contact » de l'OTAN (c'est-à-dire des pays non membres dont les rela-

tions avec l'Alliance sont moins formelles, mais qui partagent ses valeurs et contribuent souvent aux opérations qu'elle dirige).

D'autres pays apportent un soutien logistique aux opérations menées par la FIAS. De nombreux pays partenaires du Caucase et de l'Asie centrale offrent une aide qui peut prendre la forme de droits de survol, de prêt de leurs bases militaires à certains pays alliés, ou encore d'accords de transit. En avril 2008, un accord entre la Russie et l'OTAN a été signé pour faciliter le transit d'équipement non militaire de la FIAS sur le territoire russe. ■

* La Turquie reconnaît la République de Macédoine sous son nom constitutionnel.



Photo by MOD Netherlands

afghane (ANA) efficace. L'une des tâches militaires essentielles de la FIAS consiste à accroître les capacités et l'envergure de l'ANA en lui apportant des avis et un soutien.

Les forces de sécurité nationales afghanes se renforcent et développent leurs capacités jour après jour. En 2004, l'ANA était quasi-inexistante. En avril 2008, elle comptait environ 50 000 hommes et une augmentation de 20 000 hommes supplémentaires est prévue pour la fin de l'année. Beaucoup de soldats afghanes mènent des opérations aux côtés des troupes de la FIAS. Dans plusieurs cas, l'ANA dirige des opérations importantes. Ce fut notamment le cas en décembre 2007, lorsque des troupes afghanes ont repris Musa Qala, bastion taliban situé dans la province de Helmand.

Les États-Unis sont le pays pilote du G8 pour le développement de l'ANA. Des progrès importants ont été réalisés, mais des efforts doivent encore être accomplis afin de renforcer la mobilité des forces afghanes ainsi que leurs capacités d'appui tactique et de soutien logistique au combat.

L'aide que la FIAS apporte à l'ANA concerne surtout l'utilisation de cette armée et vise à lui permettre de se



doter d'une capacité opérationnelle. Des équipes de mentorat et de liaison (OMLT) de la FIAS contribuent aux activités de formation et se déploient avec les troupes de l'ANA dans le cadre d'opérations, avec un rôle consultatif. Ces équipes jouent également un rôle important de coordination des opérations de l'ANA et de la FIAS. À la date de mars 2008, la FIAS avait déployé 34 OMLT, avec chacune un effectif de 12 à 19 hommes. L'Alliance s'emploie à augmenter le nombre de ces équipes de manière significative.

Certains pays membres de l'OTAN apportent par ailleurs directement ►

Les forces de sécurité nationales afghanes se consolident et développent leurs capacités jour après jour

Le Fonds de secours humanitaire post-opérations de la FIAS

Un fonds a été créé en 2006 pour financer l'aide humanitaire apportée immédiatement après des opérations de la FIAS.

Cette aide consiste notamment à fournir des vivres, des abris et des médicaments, ainsi qu'à réparer des bâtiments et des infrastructures essentielles. Elle est apportée pendant une période limitée, sa responsabilité étant transférée aux acteurs civils dès que les circonstances le permettent.

Le fonds, mis en place sous les auspices du commandant de la FIAS, est entièrement constitué de dons offerts par les pays fournissant des troupes à la FIAS. En début 2008, le montant de ces dons dépassait EUR 1 000 000. Le Conseil de l'Atlantique Nord, par l'intermédiaire du Haut représentant civil en Afghanistan, est régulièrement informé de l'usage qui est fait de ce fonds. ■



© UK Army



© SHAPE

Il est important, si l'on veut permettre à l'Afghanistan d'assurer lui-même sa sécurité, de contribuer à la mise en place des structures et institutions nationales de défense requises

leur soutien à l'ANA en contribuant au financement de la création d'infrastructures de formation et par le biais des dons d'équipements militaires et de munitions.

Le programme de coopération entre l'OTAN et l'Afghanistan

En complément des activités menées par la FIAS en vue de constituer l'Armée nationale afghane et d'assurer sa formation, il est important, si l'on veut permettre à l'Afghanistan d'assurer lui-même sa sécurité, de contribuer à la mise en place des structures et institutions nationales de défense requises.

L'OTAN apporte son soutien dans ce domaine dans le cadre d'un programme commun, lancé en septembre 2006 par une déclaration conjointe de l'OTAN et de l'Afghanistan définissant un cadre de coopération. Cette coopération portera essentiellement sur la réforme de la défense, la mise en place d'institutions de défense et les aspects militaires de la réforme du secteur de la sécurité, ainsi que sur d'autres domaines tels que le renforcement de l'interopérabilité entre les forces afghanes et celles de l'OTAN. Les activités de diplomatie publique constitueront un autre axe de cette coopération.

À l'issue de consultations tenues en 2007, l'OTAN a décidé d'aider le ministère afghan de la Défense à mettre en place un processus de planification de défense et des capacités de budgétisation durables. Les travaux vont consister à préparer un plan de défense stratégique quinquennal, qui est en cours d'établissement au niveau des autorités afghanes et qui constituera un fondement pour les décisions à prendre sur la structure, la taille et la composition futures des forces de défense nationales afghanes. L'OTAN proposera en outre des possibilités de formation et des stages en rapport avec la réforme de la défense et la planification de défense.

Grâce à un projet faisant appel à un fonds d'affectation spéciale, l'Afghanistan reçoit également une aide destinée à lui permettre de sécuriser ses munitions (voir encadré ci-dessous). D'autres domaines de coopération sont actuellement envisagés dans le cadre du programme conclu entre l'OTAN et l'Afghanistan, qui concerneront notamment l'amélioration du système de formation militaire professionnelle et le renforcement de l'intégrité du secteur de la défense. ■

La sécurisation des munitions afghanes

Un projet de deux ans faisant appel à un fonds d'affectation spéciale et dont le lancement est prévu au printemps 2008 aidera l'Afghanistan à améliorer la sécurité physique de ses stocks de munitions et à les gérer efficacement.

Ce projet a pour objectif de développer les capacités de l'Afghanistan. Une aide et des avis seront fournis sur le plan technique afin d'améliorer la sécurité et la gestion de deux dépôts de munitions nationaux situés près de Kaboul (à Khairabad et Chintalla). Les autorités afghanes

reçoivent par ailleurs une assistance dans le cadre de l'élaboration d'un plan d'action national pour la gestion des stocks de munitions, dont un des aspects concerne l'élimination de ces munitions.

Le coût total du projet, qui est financé par les dons de différents pays (membres de l'OTAN, pays partenaires et autres pays ayant marqué leur intérêt) est estimé à EUR 6,29 millions. C'est l'Agence OTAN d'entretien et d'approvisionnement (NAMSA) qui supervisera sa mise en œuvre. ■



Pour que la communauté internationale parvienne à sécuriser l'avenir de l'Afghanistan, il est évident qu'un engagement à long terme sera nécessaire

Contribuer à la gouvernance, à la reconstruction et au développement

La mission de la FIAS consiste à assurer la sécurité nécessaire à la reconstruction et au développement civils, sans lesquels les progrès ne seront que temporaires. En Afghanistan, il ne peut y avoir de développement sans sécurité, et garantir la sécurité à long terme exige le développement. Il est nécessaire d'assurer la coordination globale d'une large gamme d'instruments civils et militaires.

Des progrès importants ont été accomplis en Afghanistan depuis 2002. Plus de 58 000 projets de reconstruction et de développement ont été lancés dans l'ensemble du pays, ce qui a contribué à accroître le produit intérieur brut. Le revenu moyen des Afghans a doublé. L'accès aux soins de santé de base s'améliore, et la mortalité infantile est en baisse. Le nombre d'enfants (y compris de filles) scolarisés a augmenté, passant de 900 000 à 6 400 000 ces cinq dernières années. Quatre millions de réfugiés sont rentrés au pays.

Le développement en Afghanistan reste cependant un immense défi. Ce pays est l'un des plus pauvres au monde, classé à la 174^e place sur 178 selon le Rapport 2007 sur le développement humain en Afghanistan établi à la demande du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Il est également l'un de ceux dont la population est la plus jeune, plus de la moitié de celle-ci ayant

moins de 18 ans. On estime généralement que le taux de chômage est d'environ 40 %, et le taux d'alphabétisation des adultes est très faible. Il est de la plus haute priorité d'offrir aux jeunes Afghans la possibilité de faire des études et de gagner leur vie, afin de leur éviter d'être radicalisés ou entraînés dans l'économie de la drogue.

Le rapport du PNUD souligne en particulier que faire régner l'état de droit et assurer la bonne gouvernance sont des objectifs nécessaires pour sous-tendre le développement en Afghanistan. Malheureusement, ces objectifs sont loin d'être atteints dans une grande partie du pays. Le trafic sans cesse croissant de stupéfiants constitue un obstacle majeur au développement de l'état de droit. Il alimente la corruption généralisée, permet de financer les seigneurs de guerre, la criminalité organisée et les insurgés, et pourrait déstabiliser le pays s'il n'est pas réprimé (voir l'encadré à la page 9).



Tout est mis en œuvre pour que les initiatives soient conformes aux priorités du gouvernement afghan



© DND/CF

Compte tenu des nombreux défis qui subsistent, pour que la communauté internationale parvienne à sécuriser l'avenir de l'Afghanistan, il est évident qu'un engagement à long terme sera nécessaire. Les donateurs internationaux ont promis de continuer à apporter leur soutien lors d'une conférence qui s'est tenue à Londres en janvier 2006, à l'occasion de laquelle le Pacte pour l'Afghanistan a été conclu avec le gouvernement afghan. Cet accord définit des repères pour les progrès à accomplir dans les cinq prochaines années dans des domaines spécifiques comme la sécurité, la gouvernance, l'état de droit et les droits de l'homme, ainsi que le développement économique et social. Ces progrès seront évalués lors d'une conférence qui se tiendra à Paris en juin 2008.

Une stratégie de développement pilotée par les Afghans

Des travaux sont en cours, dans le cadre d'une Stratégie intérimaire de développement national de l'Afghanistan (ANDS), pour atteindre les objectifs définis dans le Pacte pour l'Afghanistan. À l'issue d'un processus global de consultation mené dans l'ensemble du pays, une nouvelle ANDS devrait être finalisée à la mi-2008.

La FIAS coopère avec les autorités afghanes et les acteurs internationaux afin de favoriser la reconstruction et le développement conformément aux priorités définies par les Afghans eux-mêmes.

Ayant terminé son déploiement dans l'ensemble de l'Afghanistan, la FIAS peut coopérer avec tous les acteurs

civils afin de présenter une vue d'ensemble de ce qui est fait ou doit être fait pour répondre aux besoins des Afghans dans les différentes parties du pays. En contribuant à l'enregistrement des progrès accomplis et au recensement des lacunes, la base de données sur la stabilisation du pays s'est avérée être un instrument précieux pour le gouvernement afghan dans sa tâche consistant à orienter l'aide internationale vers les régions qui en ont le plus besoin.

Dans des circonstances exceptionnelles où, pour des raisons de sécurité ou de logistique, les acteurs civils ne sont pas en mesure de fournir une assistance, la FIAS peut mener elle-même des activités de reconstruction ou de développement (ou charger d'autres intervenants de le faire) afin de répondre aux besoins de la population locale. Des conseillers au développement sont intégrés dans les équipes de reconstruction provinciales de la FIAS, dans les commandements régionaux et au QG de la FIAS. Tout est mis en œuvre pour éviter les doubles emplois et faire en sorte que les initiatives s'inscrivent dans la durée et qu'elles soient conformes aux priorités du gouvernement afghan.

Une coordination étroite entre tous les acteurs

Deux structures essentielles ont été mises en place pour contribuer à ce qu'une étroite coordination soit assurée entre le gouvernement afghan, la FIAS et les autres partenaires internationaux.

Un Conseil commun de coordination et de suivi (JCMB) est chargé de l'application du Pacte pour l'Afghanistan.



Présidé par le président afghan, il est composé des principaux membres du gouvernement et de représentants de la communauté internationale. Plusieurs groupes de travail fonctionnels sont placés sous l'autorité du JCMB. La FIAS et le Haut représentant civil de l'OTAN jouent pleinement leur rôle au sein de cet organe.

Un Groupe d'action politique (PAG), créé en juillet 2006 à l'initiative du président afghan, centre les efforts de l'Afghanistan et de la communauté internationale sur l'amélioration de la sécurité. Il se réunit chaque semaine et bénéficie du soutien de la FIAS, de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, de la Banque mondiale, de l'Union européenne, et des pays du G8 qui prennent en charge l'aide apportée à l'Afghanistan dans certains domaines spécifiques*. Le PAG compte quatre groupes de travail respectivement sur la sécurité, le renseignement, les communications stratégiques, et la reconstruction et le développement.

* Le Japon supervise la démobilisation, le désarmement et la réintégration des groupes armés illégaux. Les États-Unis dirigent les activités de formation de l'Armée nationale afghane. L'Italie est chargée de la réforme de l'appareil judiciaire. Le Royaume-Uni est responsable des activités de lutte contre la drogue. Quant à l'Allemagne, elle dirigeait les activités de formation de la police nationale afghane avant que cette responsabilité ne soit reprise par l'Union européenne à l'été 2007.

La lutte contre la drogue : un défi de taille

Selon un rapport publié au début de 2008 par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), l'Afghanistan est à l'origine de plus de 90 pour cent de la production illégale d'opium dans le monde, et il est également le plus grand producteur de marijuana. En 2007, la production d'opium représentait plus de la moitié du produit intérieur brut de l'Afghanistan. La culture du pavot est en régression dans le nord et dans le centre du pays, mais elle continue de progresser à un rythme alarmant dans le sud et le sud-ouest, où la gouvernance est insuffisante. En 2007, ces régions, qui sont des bastions talibans, assuraient quelque 78 pour cent de la culture du pavot en Afghanistan. Cette même année, la valeur totale à l'exportation des opiacés produits en Afghanistan et ayant fait l'objet d'un trafic à partir de ce pays était estimée à environ USD 4 milliards - un quart seulement de cette somme allant aux paysans qui cultivent le pavot et le reste revenant aux insurgés, aux seigneurs de guerre et aux trafiquants de drogue.

Le trafic de drogue menace le développement et la sécurité de l'Afghanistan car il favorise la corruption, qui est endémique dans ce pays, et finance l'insurrection. Le problème des stupéfiants en Afghanistan intéresse par ailleurs directement la communauté internationale, car l'insurrection, financée par la drogue, représente un risque pour la sécurité des troupes déployées en Afghanistan, et les stupéfiants exportés se retrouvent dans les rues des villes du monde entier, ce qui provoque de graves problèmes sur le plan social et sur celui de la santé et entraîne la criminalité et la violence.

L'expérience montre qu'une stratégie efficace de lutte contre la drogue doit comprendre tout un ensemble de mesures interdépendantes, et qu'un engagement soutenu, pendant de nombreuses années, est nécessaire pour parvenir à réduire au maximum la production.



C'est le gouvernement afghan qui est responsable au premier chef des activités de lutte antidrogue. Sa stratégie nationale de lutte contre la drogue définit quatre priorités : arrêter les trafiquants, offrir des moyens de subsistance de remplacement en milieu rural, réduire la demande, et mettre en place des institutions publiques. La communauté internationale – en particulier le Royaume-Uni, pays pilote du G8 pour ce domaine – apporte son soutien aux activités menées par le gouvernement. La FIAS appuie également celles-ci.

Les forces dirigées par l'OTAN participent de manière indirecte aux opérations de lutte contre la drogue menées par le gouvernement afghan, par des activités de formation, de renseignement et de logistique. Par ailleurs, la FIAS aide les autorités afghanes à expliquer leur politique de lutte contre les stupéfiants à la population. Elle ne participe pas aux activités d'éradication de la culture du pavot. Elle peut toutefois apporter un soutien militaire, si cela s'avère nécessaire, lorsque des responsables afghans de la lutte antidrogue sont la cible d'attaques.

Dans le cadre d'un projet lancé en décembre 2005 par le Conseil OTAN-Russie, une aide est en outre apportée pour la formation à la lutte antidrogue de personnels d'Afghanistan et d'Asie centrale. Cette initiative est destinée à permettre la mise sur pied de capacités au niveau local et à favoriser la mise en réseau et la coopération à l'échelon régional, grâce au partage des compétences combinées des pays membres de l'OTAN et de la Russie avec des officiers de rang intermédiaire de l'Afghanistan, du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan, de la République Kirghize, du Tadjikistan et du Turkménistan. L'ONUDC joue le rôle d'agent d'exécution de ce projet pilote. Au printemps 2008, quelque 450 officiers avaient reçu une formation dans le cadre de ce projet. ■

Les équipes de reconstruction provinciales (PRT) jouent un rôle essentiel dans le cadre des activités que mène la FIAS en faveur de la gouvernance, de la reconstruction et du développement



Les équipes de reconstruction provinciales

Les équipes de reconstruction provinciales (PRT) jouent un rôle essentiel dans le cadre des activités que mène la FIAS en faveur de la gouvernance, de la reconstruction et du développement. Ces équipes, composées de civils et de militaires, aident le gouvernement afghan à étendre son autorité à l'ensemble du pays, assurent la sécurité au niveau régional et apportent leur soutien aux activités menées par les acteurs afghans, internationaux et non gouvernementaux dans les provinces.

En mars 2008, la FIAS assumait la responsabilité de 26 PRT dirigées par 14 pays différents (membres ou partenaires de l'OTAN), 30 pays étant au total représentés dans ces équipes.

Les PRT s'efforcent de recenser les intervenants afghans, de comprendre les dynamiques locales et d'encourager l'implication des acteurs locaux dans les projets de reconstruction et de développement. L'une des toutes premières priorités est de contribuer à la constitution de capacités durables en Afghanistan, en œuvrant par l'intermédiaire des autorités afghanes et en collaborant avec elles.

Là où l'environnement de sécurité ne permet pas aux autres acteurs d'opérer de manière efficace, les PRT contribuent à faire démarrer les projets de reconstruction et de développement, et elles soutiennent des projets visant à satisfaire des besoins à court terme.

À ce jour, plus de 7 500 projets faisant appel à la coopération entre civils et militaires ont été lancés en Afghanistan, et 75 pour cent d'entre eux ont déjà été menés à bien. Des écoles et des dispensaires sont reconstruits. Dans certaines régions, l'alimentation en eau et en électricité a été rétablie. Des ponts et des routes sont remis en état. Un soutien est par ailleurs accordé à des initiatives en matière d'enseignement au niveau local et provincial, à des projets d'agriculture et de développement rural, et à des activités de médiation et de résolution de conflits. Des travaux de déminage améliorent la sécurité des civils.

Voici des exemples spécifiques de différents types de projets soutenus par les PRT :

- la construction, par la PRT dirigée par l'Espagne à Qala-e-Naw, d'un nouvel hôpital provincial dans la province de Badghis (coût : USD 2,9 millions) ;
- une initiative, lancée par la PRT dirigée par la Lituanie à Chaghcharan, dont l'objectif est d'installer 28 micro-centrales hydroélectriques dans la province de Ghowr afin de fournir de l'électricité à la population locale ;
- la construction, par la PRT dirigée par la Hongrie à Pol-e-Khomri, d'une levée pour la prévention des inondations dans la province de Baghlan (coût : USD 166 000) ;
- le développement, par la PRT dirigée par le Canada dans la province de Kandahar, d'une pépinière de grenadiers dans une région où les agriculteurs cultivent d'ordinaire le pavot (coût : USD 60 000). ■



Relier les uns aux autres

Le programme de l'OTAN pour la science au service de la paix et de la sécurité (SPS) met à la disposition de la communauté universitaire de Kaboul les instruments et les infrastructures nécessaires pour former la prochaine génération de médecins, de juristes, d'enseignants et d'ingénieurs. Par exemple, le projet de « Route de la soie virtuelle » offre un accès Internet à haut débit aux universitaires du Caucase et de l'Asie centrale.

Toujours dans le cadre du programme SPS, un autre projet a été mis sur pied grâce auquel les médecins, psychologues et autres personnels de santé peuvent bénéficier d'un service de soutien en continu par Internet.

Par ailleurs, la Division Diplomatie publique finance régulièrement des tournées en Afghanistan à l'intention de leaders d'opinion et de journalistes des pays de l'OTAN et des autres

pays fournisseurs de troupes, ce qui leur donne la possibilité de rencontrer la population afghane et des membres de la force dirigée par l'OTAN. L'objectif est de mieux faire comprendre la situation en Afghanistan et les nombreux aspects de la mission de la FIAS dans ce pays, notamment sa coopération avec les divers acteurs afghans et internationaux.

De même, afin de promouvoir la compréhension de l'OTAN, des groupes de leaders d'opinion, de parlementaires, d'étudiants, de femmes et de jeunes dirigeants politiques afghans sont régulièrement invités à venir en visite au siège de l'OTAN et dans les capitales des pays membres. Deux forums étudiants OTAN-Afghanistan ont été organisés, et des conférences destinées aux étudiants sont par ailleurs parrainées en Afghanistan. ■



Un bref historique de la FIAS

La Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) a été créée en décembre 2001, à l'issue de la conférence de Bonn tenue après que l'opération *Enduring Freedom* dirigée par les États-Unis eut fait chuter le régime répressif des talibans. Cette conférence a réuni les dirigeants afghans et des représentants de la communauté internationale. Elle a conduit à la mise en place d'une autorité de transition afghane et lancé le processus de reconstruction du pays.

C'est dans ce contexte que le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté une résolution demandant qu'une force internationale aide l'autorité de transition afghane à assurer la sécurité à Kaboul et dans ses environs. Les pays fournisseurs de troupes ont par ailleurs été invités à contribuer au développement des nouvelles forces de sécurité et des nouvelles forces armées de l'Afghanistan. Dans la pratique, un partenariat trilatéral a été conclu entre l'autorité de transition, la FIAS et la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan afin de conduire l'Afghanistan vers un avenir plus pacifique et plus prospère.

La FIAS n'est pas une force des Nations Unies, c'est une coalition de pays volontaires déployée en Afghanistan en vertu d'une série de résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies. À l'origine, cette force était commandée par différents pays de l'Alliance sur la base d'une rotation semestrielle (elle fut tout d'abord dirigée par le Royaume-Uni, puis par la Turquie, et enfin conjointement par l'Allemagne et les Pays-Bas).

L'OTAN a repris la responsabilité de la FIAS en août 2003, après avoir joué un rôle de planification et d'exécution à l'appui du commandement conjoint de l'Allemagne et des Pays-Bas. Avant la mission de la FIAS, jamais l'OTAN n'était intervenue en dehors de la zone euro-atlantique.



En octobre 2003, le Conseil de sécurité des Nations Unies a autorisé la FIAS, dirigée par l'OTAN, à élargir sa mission depuis Kaboul au reste du pays. Cette mission consiste à aider le gouvernement afghan à étendre son autorité et à créer des conditions de sécurité et de sûreté propices à la tenue d'élections libres et équitables, au développement de l'état de droit et à la reconstruction du pays.

L'élargissement de la mission de la FIAS a été réalisé progressivement, sur une période d'environ trois ans. Il s'est tout d'abord fait vers le nord du pays en 2003 et 2004, puis vers l'ouest en 2005, et enfin vers le sud et l'est en 2006. Cet élargissement impliquait notamment la reprise par la FIAS du commandement d'équipes de reconstruction provinciales (PRT) civilo-militaires, ainsi que la création de nouvelles PRT, dans le but d'assurer la sécurité des travailleurs humanitaires et de contribuer aux travaux de reconstruction dans les provinces.

La FIAS a prêté son concours pour assurer la sécurité à l'occasion de plusieurs événements politiques marquants dans le développement de l'Afghanistan. Parmi ceux-ci, on peut citer la Loya Jirga constitutionnelle, grand conseil propre à l'Afghanistan qui fut convoqué de décembre 2003 à janvier 2004 afin d'adopter une nouvelle constitution pour le pays, l'élection présidentielle d'octobre 2004, et les élections parlementaires et provinciales de septembre 2005.

La FIAS a vu sa taille s'accroître progressivement à mesure qu'elle étendait sa présence dans le pays. En mars 2008, elle comptait environ 47 000 hommes (éléments nationaux de soutien compris) représentant 40 pays, alors qu'il y a deux ans, son effectif n'était que de 6 000 hommes. (Les forces engagées dans le cadre de l'opération *Enduring Freedom* dirigée par les États-Unis mènent en Afghanistan une mission de contre-terrorisme, distincte de celle de la FIAS). ■

Pour plus d'informations: • www.nato.int/isaf (en anglais)

• www.nato.int/issues/afghanistan/index-fr.html

Les Briefings de l'OTAN traitent des questions d'actualité de l'Alliance. Ils sont publiés sous l'autorité du Secrétaire général et ne reflètent donc pas nécessairement l'opinion ou la politique officielle des gouvernements des pays membres ou de l'OTAN.

Division Diplomatie publique de l'OTAN, 1110 Bruxelles, Belgique - Site web : www.otan.nato.int - Courriel : otandoc@hq.nato.int - ©OTAN2008